

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27298]

**20 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 26 mai 2016 relatif aux de trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes, l'article 1^{er}, §§ 5 et 6;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 février 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 juin 2016;

Vu le rapport du 30 juin 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.720/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté royal du 19 mars 2012 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds dans le cadre de projets pilotes;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° le décret du 26 mai 2016 : le décret du 26 mai 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes;
- 2° le Ministre : le Ministre des Travaux publics;
- 3° l'administration : la Direction de la Réglementation de la Sécurité routière de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie;
- 4° le règlement technique : l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et ses modifications;
- 5° le VLL : le train de véhicules visé à l'article 1^{er} du décret du 26 mai 2016 d'une longueur maximale de 25,25 mètres et d'une masse en charge de maximum 60 tonnes.

CHAPITRE II. — Véhicules, charge et conducteur

Art. 2. Pour le transport d'unités de transport intermodal, seul l'acheminement au départ ou vers les terminaux multimodaux wallons est autorisé.

Art. 3. Le conducteur d'un VLL :

- 1° est en possession d'une attestation d'aptitude pour la conduite d'un VLL reconnue par le Ministre;
- 2° comprend et s'exprime dans au moins une des langues nationales.

CHAPITRE III. — Autorisation

Art. 4. § 1^{er} Le Ministre fixe les modalités relatives à la procédure d'autorisation.

Avant d'introduire une demande d'autorisation, une reconnaissance de l'itinéraire est effectuée par le transporteur et ce, dans l'objectif d'assurer le bon déroulement des trajets envisagés du point de vue de la sécurité et de la fluidité de la circulation, d'empêcher tout dégât à la voie publique, aux ouvrages qui y sont établis et aux propriétés riveraines ainsi que d'éviter les impacts négatifs sur les autres usagers.

La durée de l'autorisation est de deux ans, renouvelable sur demande autant de fois que le permet la période durant laquelle le projet-pilote est en vigueur.

Le nombre d'autorisations et le nombre de véhicules et de chauffeurs par autorisation peuvent être limités par le Ministre.

§ 2. L'autorisation mentionne au moins :

- 1° les titulaires de l'autorisation, à savoir, le transporteur, le producteur/chargeur et le client de l'opération de transport relative à l'itinéraire autorisé;
- 2° les combinaisons de véhicules autorisées;
- 3° l'itinéraire détaillé à suivre, y compris la direction;
- 4° les données d'identification de chaque conducteur ainsi que les données relatives au permis de conduire ainsi que, le cas échéant, de l'attestation d'aptitude visée à l'article 3, 1°;
- 5° une description des marchandises transportées : leur nature, le mode d'emballage, la description et les caractéristiques particulières éventuelles;
- 6° la durée de l'autorisation;
- 7° les mesures à prendre afin d'assurer la sécurité et la fluidité de la circulation, d'empêcher tout dégât à la voie publique, aux ouvrages qui y sont établis et aux propriétés riveraines.

§ 3. Une copie de l'autorisation est conservée à bord du véhicule.

§ 4. L'entreprise titulaire de l'autorisation répond à toute demande d'information concernant les projets-pilotes lui adressée par le Ministre ou l'Administration.

CHAPITRE IV. — *Evaluation*

Art. 5. L'Administration organise l'évaluation annuelle du projet-pilote au regard des aspects suivants :

- 1° sécurité routière;
- 2° utilisation;
- 3° durabilité et transfert modal;
- 4° économiques;
- 5° infrastructure;
- 6° conducteurs et véhicules.

Art. 6. Les bénéficiaires d'une autorisation de VLL ont l'obligation de transmettre toutes les données en leur possession relatives aux transports effectués aux fins d'évaluation selon les instructions de l'administration. A défaut, l'autorisation pourra leur être retirée.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 7. Le Ministre fixe la durée du projet pilote ainsi que la date de début. Il peut réduire la durée du projet pilote en fonction des conclusions des rapports d'évaluation visés à l'article 4 du décret ou à tout moment si le projet pilote affecte de manière grave la sécurité, la fluidité de la circulation, l'infrastructure, les autres usagers de la route ou les modes de transport durables.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge* sauf pour l'article 3, 1°, dont le Ministre détermine la date d'entrée en vigueur.

Art. 9. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

ANNEXE 1

§ 1^{er}. Masse

La masse maximale du train de véhicules est portée à 60 tonnes pour autant que le procès-verbal d'agrément du véhicule tracteur mentionne une telle masse du train.

Dans le cas d'une combinaison de véhicules se composant d'un véhicule à moteur + remorque ou semi-remorque + remorque, la masse de la combinaison du camion et de la première remorque correspond aux masses maximales visées à l'article 32bis du règlement technique des véhicules automobiles.

La masse totale du train de véhicules ne peut dépasser pas cinq fois la masse maximale autorisée de l'essieu ou des essieux moteurs par dérogation à l'article 32bis, 1.4.1.2. du règlement technique des véhicules automobiles.

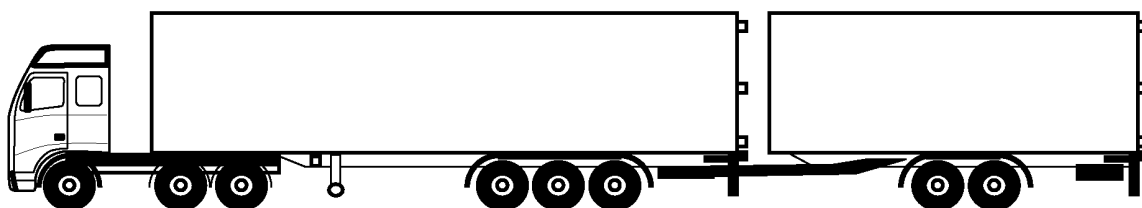
§ 2. Assemblage

Un procès-verbal d'essais ou un certificat concernant l'installation du dispositif d'attelage, délivré par un laboratoire technique agréé, assurant sa conformité avec le règlement N°55 CEE-ONU, est présenté pour certifier que les valeurs caractéristiques des dispositifs d'attelage sont suffisantes pour le train de véhicules en question.

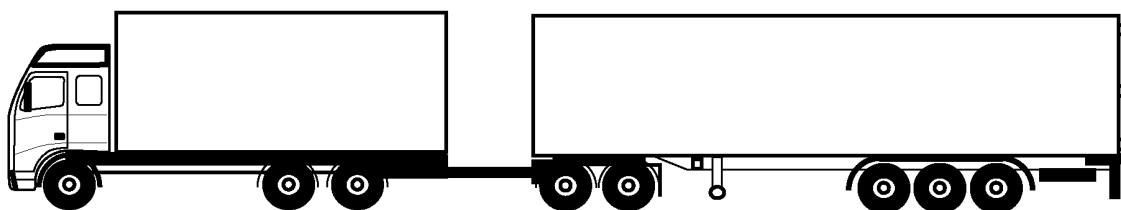
§ 3. Combinaisons de véhicules possibles et configurations d'essieux autorisées.

Seules les combinaisons suivantes peuvent être utilisées :

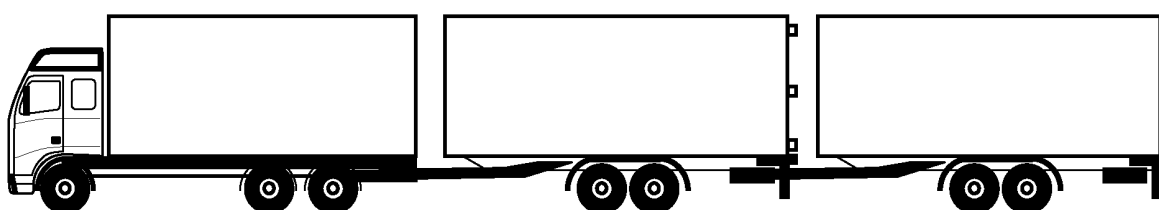
- 1° tracteur - semi-remorque - remorque;



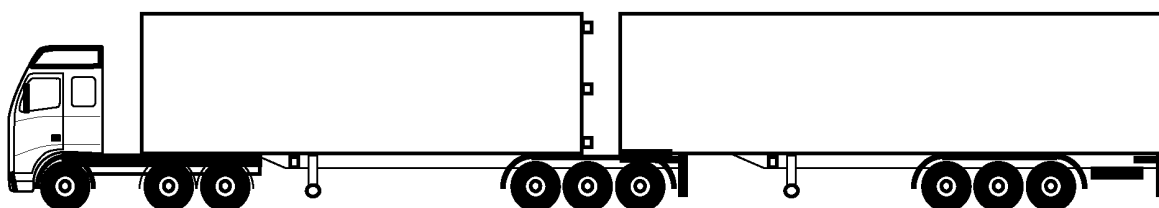
2° camion - dolly - semi-remorque;



3° camion - remorque - remorque;



4° tracteur - semi-remorque - semi-remorque



§ 4. Manœuvrabilité et inscription en courbe

Un procès-verbal d'essais ou un certificat en vue d'attester de la manœuvrabilité et de l'inscription en courbe, délivré par un laboratoire technique agréé ou par le constructeur, devra être présenté.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écomobis) dans le cadre de projets-pilotes.

Namur, le 20 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27298]

20. OKTOBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über überlange und überschwere Kraftwagenzüge (Eurocombis oder Ecomcombis) im Rahmen von Pilotprojekten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 26. Mai 2016 über längere und schwerere Kraftwagenzüge (Eurocombis oder Ecomcombis) im Rahmen von Pilotprojekten, Artikel 1 § 5 und § 6;

Aufgrund des am 15. Februar 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. Juni 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 30. Juni 2016;

Aufgrund des am 10. August 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.720/2/V des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 19. März 2012 über überlange und überschwere Fahrzeugkombinationen im Rahmen von Pilotprojekten;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Dekret vom 26. Mai 2016: das Dekret vom 26. Mai 2016 über längere und schwerere Kraftwagenzüge (Eurocombis oder Ecomcombis) im Rahmen von Pilotprojekten;
- 2° Minister: der Minister für öffentliche Arbeiten;
- 3° Verwaltung: die Direktion der Regelung der Straßenverkehrssicherheit der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 4° technische Verordnung: der Königliche Erlass vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;
- 5° Eurocombi: der Kraftwagenzug im Sinne von Artikel 1 des Dekrets vom 26. Mai 2016 mit einer Höchstlänge von 25,25 Metern und einer Gesamtmasse von höchstens 60 Tonnen.

KAPITEL II — *Fahrzeuge, Masse und Fahrer*

Art. 2 - Was den Verkehr von intermodalen Transporteinheiten betrifft, ist nur die Beförderung ab oder zu wallonischen multimodalen Terminals gestattet.

Art. 3 - Der Fahrer eines Eurocombis:

- 1° besitzt eine vom Minister anerkannte Eignungsbescheinigung für das Führen eines Eurocombis;
- 2° versteht und verständigt sich in mindestens einer der Landessprachen.

KAPITEL III — *Genehmigung*

Art. 4 - § 1. Der Minister legt die Modalitäten bezüglich des Genehmigungsverfahrens fest.

Vor der Einreichung eines Genehmigungsantrags wird die Strecke vom Transporteur erkundet, mit dem Ziel, den reibungslosen Ablauf der Fahrten unter dem Gesichtspunkt eines sicheren und flüssigen Verkehrs zu gewährleisten, Schäden an öffentlichen Straßen, an den dort befindlichen Bauwerken und an den anliegenden Anwesen zu verhindern, und negative Folgen für die anderen Verkehrsteilnehmer zu vermeiden.

Die Dauer der Genehmigung beträgt zwei Jahre; sie kann sooft erneuert werden, wie die Gültigkeitsperiode des Pilotprojekts es zulässt.

Die Anzahl Genehmigungen und die Anzahl Fahrzeuge und Fahrer pro Genehmigung können vom Minister eingeschränkt werden.

§ 2. In der Genehmigung stehen mindestens folgende Angaben:

- 1° die Inhaber der Genehmigung, d.h. der Transporteur, der Hersteller/Verlader und der Kunde des Transportvorgangs betreffend die genehmigte Strecke;
- 2° die genehmigten Fahrzeugkombinationen;
- 3° die detaillierte, zurückzulegende Strecke einschließlich der Fahrtrichtung;
- 4° die Identifizierungsdaten jedes Fahrers sowie die Daten bezüglich des Führerscheins sowie ggf. der Eignungsbescheinigung nach Artikel 3 Ziffer 1;
- 5° eine Beschreibung der beförderten Güter: ihre Art, ihre Verpackung, die Beschreibung und ggf. die besonderen Merkmale;
- 6° die Dauer der Genehmigung;
- 7° die zu treffenden Maßnahmen, um einen sicheren und flüssigen Verkehr zu gewährleisten, Schäden an öffentlichen Straßen, an den dort befindlichen Bauwerken und an den anliegenden Anwesen zu verhindern.

§ 3. Eine Kopie der Genehmigung wird an Bord des Fahrzeugs aufbewahrt.

§ 4. Das Unternehmen, das über die Genehmigung verfügt, beantwortet alle ihm von dem Minister oder der Verwaltung gestellten Auskunftsanfragen betreffend die Pilotprojekte.

KAPITEL IV — *Bewertung*

Art. 5 - Die Verwaltung organisiert eine jährlich stattfindende Bewertung des Pilotprojekts betreffend folgende Aspekte:

- 1° Verkehrssicherheit;
- 2° Benutzung;
- 3° Nachhaltigkeit und Verkehrsverlagerung;
- 4° wirtschaftliche Aspekte;
- 5° Infrastruktur;
- 6° Fahrer und Fahrzeuge.

Art. 6 - Zwecks der Bewertung sind die Inhaber einer Eurocombi-Genehmigung verpflichtet, alle Angaben hinsichtlich der durchgeführten Transporte, über die sie verfügen, unter Einhaltung der Anweisungen der Verwaltung zu übermitteln. Wird diese Verpflichtung nicht eingehalten, so kann ihnen die Genehmigung entzogen werden.

KAPITEL V — *Schlussbestimmung*

Art. 7 - Der Minister legt die Dauer und das Anfangsdatum des Pilotprojekts fest. Auf der Grundlage der Schlussfolgerungen der Bewertungsberichte nach Artikel 4 des Dekrets oder zu jeder Zeit kann der Minister die Dauer des Pilotprojekts verkürzen, wenn Letzteres negative Auswirkungen auf die Verkehrssicherheit, den Verkehrsfluss, die Infrastrukturen, die anderen Verkehrsteilnehmer oder die nachhaltigen Transportmittel hat.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*, mit Ausnahme von Artikel 3 Ziffer 1, dessen Inkrafttredatum vom Minister festgelegt wird.

Art. 9 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Oktober 2016

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

ANHANG 1

§ 1. Masse

Die Gesamtmasse des Kraftwagenzugs kann 60 Tonnen betragen, vorausgesetzt, das Typengenehmigungsprotokoll des Zugfahrzeugs gibt ein solches Gewicht an.

Im Falle einer aus Kraftfahrzeug + Anhänger oder Sattelanhänger + Anhänger bestehenden Fahrzeugkombination muss die Masse der Kombination aus Lastkraftwagen und erstem Anhänger der in Artikel 32*bis* der technischen Verordnung über Kraftfahrzeuge angegebenen Gesamtmasse entsprechen.

Die Gesamtmasse des Kraftwagenzugs darf nicht mehr als fünf Mal die höchstzulässige Gesamtmasse der Achse oder der Antriebsachse(n), in Abweichung von Artikel 32*bis* 1.4.1.2 der technischen Verordnung über Kraftfahrzeuge, überschreiten.

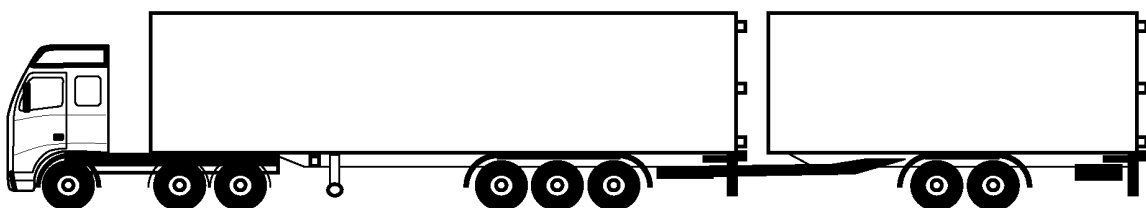
§ 2. Verbindung

Ein Prüfbericht oder eine von einem zugelassenen technischen Labor ausgestellte Bescheinigung über die Verbindungseinrichtung muss zur Gewährleistung der Übereinstimmung mit der Regelung Nr. 55 UN-ECE vorgelegt werden, um zu bestätigen, dass die Merkmale der Verbindungseinrichtung für den betreffenden Kraftwagenzug ausreichen.

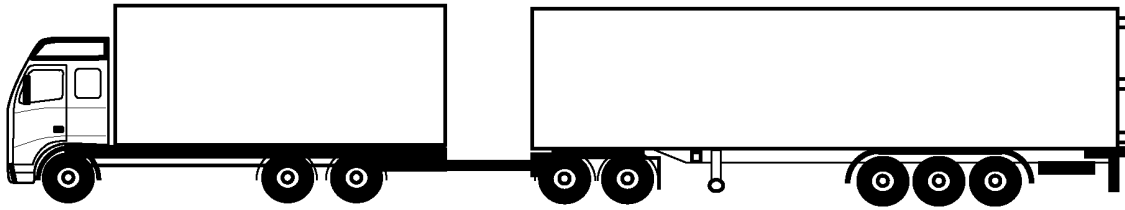
§ 3. Mögliche Fahrzeugkombinationen und erlaubte Radachsenkonfigurationen

Nur folgende Kombinationen können gestattet werden:

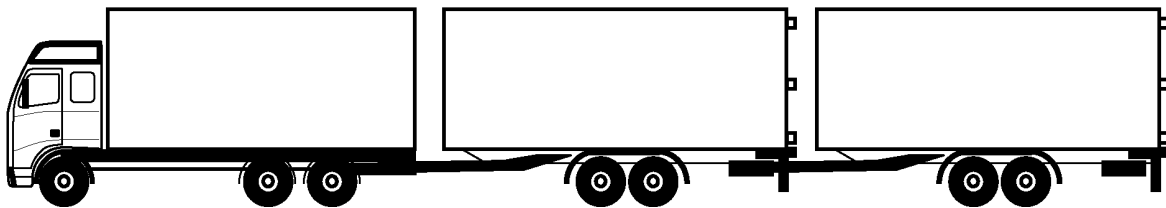
- 1° Zugmaschine - Sattelanhänger - Anhänger;



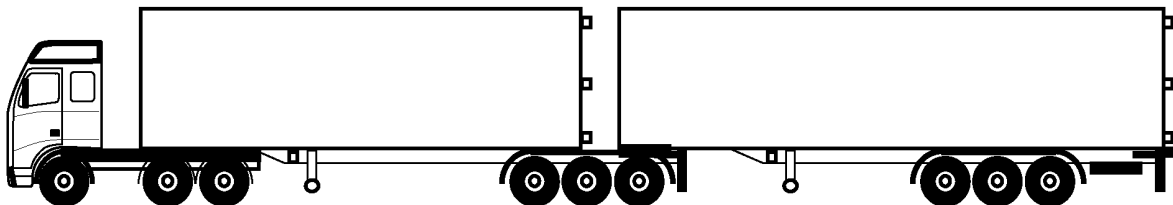
2° Lastkraftwagen - Dolly - Sattelanhänger;



3° Lastkraftwagen - Anhänger - Anhänger;



4° Zugmaschine - Sattelanhänger - Sattelanhänger



§ 4. Manövrierfähigkeit und Wendekreis

Ein Prüfbericht oder eine von einem zugelassenen technischen Labor oder vom Hersteller ausgestellte Bescheinigung hinsichtlich der Manövrierfähigkeit und des Wendekreises muss vorgelegt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 über überlange und überschwere Kraftwagenzüge (Eurocombis oder Ecocombis) im Rahmen von Pilotprojekten als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Oktober 2016

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27298]

20 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de slepen van langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten

Gelet op het decreet van 26 mei 2016 betreffende de slepen van langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten , inzonderheid op artikel 1, §§ 5 en 6;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 februari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 juni 2016;

Gelet op het rapport van 30 juni 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 59.720/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2012 betreffende langere en zwaardere slepen in het kader van proefprojecten;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° het decreet van 26 mei 2016 : het decreet van 26 mei 2016 betreffende de slepen van langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten;
- 2° de Minister : de Minister van Openbare Werken;
- 3° het bestuur : de Directie Reglementering inzake verkeersveiligheid van het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst;
- 4° het technisch reglement : het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidsstoebereiden moeten voldoen en de wijzigingen ervan;
- 5° LZV : de sleep van voertuigen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 26 mei 2016 met een maximale lengte van 25,25 meter en een maximale massa van 60 ton.

HOOFDSTUK II. — *Voertuigen, last en bestuurder*

Art. 2. Voor het vervoer van intermodale vervoerseenheden wordt alleen het vervoer vanuit of naar de Waalse multimodale terminals toegelaten.

Art. 3. De bestuurder van een LZV :

- 1° is houder van een door de Minister erkend geschiktheidattest voor het besturen van een LZV;
- 2° verstaat en spreekt minstens één van de nationale talen.

HOOFDSTUK III. — *Vergunning*

Art. 4. § 1. De Minister bepaalt de modaliteiten betreffende de vergunningsprocedure.

Voor de indiening van een vergunningsaanvraag wordt het traject door de bestuurder verkend met het oog op het goede verloop van de geplande trajecten wat betreft de veiligheid en de vlotte verkeersdoorstroming, om beschadiging van de openbare weg, de bouwwerken die erop gevestigd zijn en de aangelande eigendommen te voorkomen en om de overige gebruikers voor negatieve effecten te behoeden.

De vergunning heeft een duur van twee jaar en kan verlengd worden even vaak als de duur waarin het proefproject van kracht is, het toelaat.

Het aantal vergunningen en het aantal voertuigen en bestuurders met een vergunning kunnen door de Minister beperkt worden.

§ 2. De vergunning vermeldt minstens :

- 1° de houders van de vergunning, namelijk de bestuurder, de producent/verlader en de klant van de vervoershandeling betreffende het toegelaten traject;
- 2° de toegelaten combinaties van voertuigen;
- 3° het te volgen gedetailleerde traject, met inbegrip van de richting;
- 4° de persoonlijke gegevens van elke bestuurder en de gegevens betreffende het rijbewijs alsook, in voorkomend geval, van het in artikel 3, 1°, bedoelde geschiktheidattest;
- 5° een beschrijving van de vervoerde goederen : hun aard, de verpakkingswijze, de beschrijving en de eventuele bijzondere eigenschappen;
- 6° de duur van de vergunning;
- 7° de te treffen maatregelen om de veiligheid en de vlotte verkeersdoorstroming te waarborgen, om beschadiging van de openbare weg, de bouwwerken die erop gevestigd zijn en de aangelande eigendommen te voorkomen.

§ 3. Er wordt een afschrift van de vergunning aan boord van het voertuig bewaard.

§ 4. Het bedrijf dat houder is van de vergunning, antwoordt op elke informatieaanvraag betreffende de proefprojecten gericht door de Minister of het Bestuur.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie*

Art. 5. Het bestuur organiseert de jaarlijkse evaluatie van het proefproject in het licht van de volgende aspecten :

- 1° verkeersveiligheid;
- 2° gebruik;
- 3° duurzaamheid en modal shift;
- 4° economische aspecten;
- 5° infrastructuur;
- 6° bestuurders en voertuigen.

Art. 6. De begunstigden van een VLL-vergunning zijn gehouden alle gegevens die ze bezitten over de verrichte voertuigen met het oog op een evaluatie volgens de voorschriften van het Bestuur over te maken. Zoniet kan de vergunning ingetrokken worden.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 7. De Minister bepaalt de duur en de datum van aanvang van het proefproject. Hij kan de duur van het proefproject verkorten naar gelang van de conclusies van de in artikel 4 van het decreet bedoelde evaluatieverslagen of op elk ogenblik indien het proefproject de veiligheid, de vlotheid van het verkeer, de infrastructuur, de andere weggebruikers of de duurzame vervoerwijzen op ernstige wijze aantast.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, behalve voor artikel 3, 1°, waarvan de datum van inwerkingtreding door de Minister wordt bepaald.

Art. 9. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 oktober 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

BIJLAGE 1

§ 1. Massa

De maximale massa van de sleep van voertuigen wordt op 60 ton gebracht voor zover het proces-verbaal tot erkenning van het trekkende voertuig een dergelijke massa van de sleep vermeldt.

In het geval van een combinatie van voertuigen bestaande uit een motorvoertuig + aanhangwagen of oplegger + aanhangwagen stemt de massa van de combinatie van de vrachtvragen en de eerste aanhangwagen overeen met de maximale massa's bedoeld in artikel 32bis van het technisch reglement van de automobielen.

De totale massa van de sleep van voertuigen mag niet hoger zijn dan vijf keer de maximale toegelaten massa van de as of van de motorassen in afwijking van artikel 32bis, 1.4.1.2. van het technisch reglement van de automobielen.

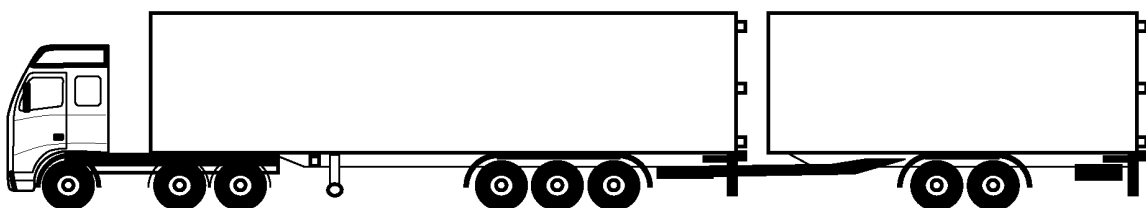
§ 2. Montage

Een testrapport of een getuigschrift betreffende de installatie van de koppelinrichting afgegeven door een erkend technisch laboratorium, waarbij haar overeenstemming met VN/ECE-Reglement nr. 55 wordt bewezen, wordt voorgelegd om te certificeren dat de eigenschappen van de koppelinrichtingen volstaan voor de betrokken sleep van voertuigen.

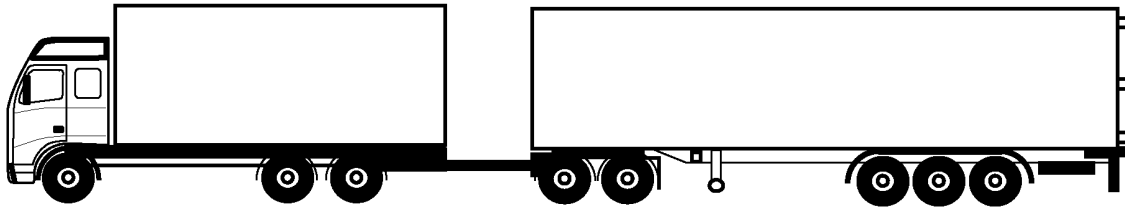
§3. Mogelijke combinaties van voertuigen en toegelaten assenconfiguraties.

Alleen de volgende combinaties kunnen worden gebruikt :

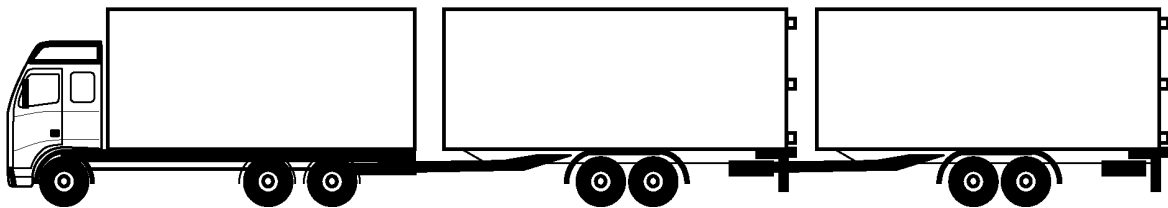
- 1° trekker- oplegger-aanhangwagen;



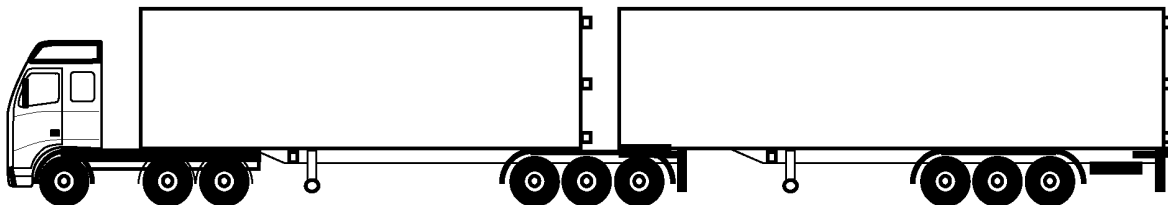
2° vrachtwagen – dolly - aanhangwagen;



3° vrachtwagen – aanhangwagen – aanhangwagen;



4° trekker - oplegger - oplegger



§ 4. Bestuurbaarheid en beschreven bocht

Een testrapport of een getuigschrift met het oog op het bevestigen van de bestuurbaarheid en de beschreven bocht afgegeven door een erkend technisch laboratorium of door de bestuurder moet voorgelegd worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 2016 betreffende de slepen van langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten.

Namen, 20 oktober 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT